



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Interdépartementale Anjou Maine

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 4 décembre 2024

Pôle Carrières et Matériaux
Rue du Cul d'Anon
BP80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERE DES 4 ETALONS

100 Les Quatre Etalons
ST ANDRE DE LA MARCHE
49450 Sèvremoine

Références : 2024-377_INSP_RAP_SB_CARRIERE DES 4 ETALONS
Code AIOT : 0006301372

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement CARRIERE DES 4 ETALONS implanté Les 4 Etalons ST ANDRE DE LA MARCHE 49450 Sèvremoine. L'inspection a été annoncée le 19/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE DES 4 ETALONS
- Les 4 Etalons ST ANDRE DE LA MARCHE 49450 Sèvremoine
- Code AIOT : 0006301372
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière et d'installations de traitement des matériaux dont le renouvellement de l'autorisation d'exploiter et l'extension ont été autorisés en 2017 pour une durée de 30 ans.

La carrière exploite des roches massives (gabbro et granno diorite) par abattage à l'explosif. L'emprise du site est d'environ 57 ha pour une production maximale d'un million de tonnes par an de granulats.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---------------------------------|--|---|-----------------------|
| 6 | Documentation | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 8 | Surveillance des eaux | Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 3.2.9.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |
| 11 | Surveillance des eaux | Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 3.2.9.4 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 12 | Plan du circuit des eaux | Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 3.2.10 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 15 | Déclaration annuelle | Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 2.4.6 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 16 | Modifications des installations | Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 1.6.1 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 17 | Déchets | Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 2.4.4 et 3.4.3 | Demande d'action corrective | 7 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | Application de l'AM | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 | Sans objet |
| 2 | Réductions d'eau de l'exploitant | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 | Sans objet |
| 3 | Réductions imposables à l'exploitant | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 | Sans objet |
| 4 | Les installations exemptées | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3 | Sans objet |
| 5 | Déclaration obligatoire en période de sécheresse | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 | Sans objet |
| 7 | Adaptations locales | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5 | Sans objet |
| 9 | Surveillance des eaux | Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 3.2.9.2 | Sans objet |
| 10 | Surveillance des eaux | Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 3.2.9.3 | Sans objet |
| 13 | Effets des tirs de mines | Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 3.6.2.2 | Sans objet |
| 14 | Clôture | Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 2.1.5 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de communiquer quelques justificatifs concernant les eaux (sur le débit maximum de rejet vers La Moine et sa déclaration annuelle GEREP).

Par ailleurs, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en œuvre différentes actions correctives. Un porter à connaissance doit être adressé au préfet concernant des évolutions d'aménagements du site. Des matériaux pollués présents sur le site (suite au déplacement de l'atelier) doivent être évacués de l'établissement vers une filière adaptée pour les recevoir. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de disposer des éléments prévus par l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement. Enfin, il lui est demandé de compléter son plan du circuit des eaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Application de l'AM

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Volume de prélèvements |
| Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. |
| Constats : L'établissement dispose de 2 types de prélèvements. Ils se font sur le réseau d'eau potable et en |

fond de fouille (pompage d'eau d'exhaure). L'exploitant connaît les volumes de chacun de ces prélèvements (cf. point de contrôle n°10 sur cet aspect), pour l'année complète 2023 :

- 822 m³ provenant du réseau d'eau potable (cf. facture SAUR du 12/07/2024) ;
- 157 462 m³ pompés en fond de fouille (exhaure).

Le prélèvement total de 2023 est de 158 284 m³.

L'exploitant a évalué le volume d'eau pluviale récupéré dans l'excavation, en 2023, compte tenu de la surface de collecte (20,7 ha) et de la pluviométrie locale de l'année (877 mm à la station voisine de Cholet). Pour 2023, ce volume d'eau pluviale récupéré est de 181 539 m³.

La note d'application de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 dans sa version du 05/07/2023, indique que le prélèvement d'eau total ne prend pas en compte les eaux de pluie récupérées. Sur la base de cette note, après déduction du volume d'eau pluvial récupérées, l'exploitant a considéré que son prélèvement d'eau total annuel (au sens de l'arrêté ministériel) est nul et donc inférieur à 10 000 m³.

Au regard de ce constat, l'exploitant a considéré ne pas être soumis à l'arrêté ministériel du 30/06/2023.

L'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant que suite à la modification du 03/07/2024 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023, la nouvelle note d'application de cet arrêté, du 01/08/2024 précise désormais notamment que pour définir le prélèvement d'eau total annuel « *les eaux de pluie récupérées pour être réutilisées dans l'établissement* » ne sont pas prises en compte.

Selon les suivis faits par l'exploitant, il apparaît que parmi les volumes d'eaux pompées en fond de fouille en 2023 :

- 115 345 m³ sont rejetés au milieu naturel sans être utilisés dans l'établissement (comptage totalisateur au niveau du canal venturi de rejet) ;
- 42 117 m³ sont utilisés dans l'établissement (compteur sur la canalisation dédiée) pour limiter les émissions de poussières (arrosage au niveau des pistes, des installations et aspersion du chargement des camions).

Vu la note d'application du 01/08/2024, compte tenu des indications précédentes et en considérant que la totalité du volume d'exhaure est constitué d'eau de pluie récupérée, le prélèvement d'eau total annuel de 2023 (au sens de l'arrêté ministériel) est de 116 167 m³ (soit 158 284 m³ de prélèvement total - 42 117 m³ d'eau de pluie récupérée pour être réutilisées dans l'établissement).

Sur cette base, le prélèvement d'eau total annuel (au sens de l'arrêté ministériel) est donc supérieur à 10 000 m³ et l'établissement est soumis à l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant

Prescription contrôlée :

I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1^{er}, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

[...]

III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement

du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]

Constats :

La visite a eu lieu hors période d'étiage. Aucune vigilance, alerte ou crise n'était en cours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence

Prescription contrôlée :

II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.

Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.

Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence.

Constats :

Comme précisé au point de contrôle n°2, aucune alerte ou crise n'était en cours et aucune réduction n'était attendue. Il apparaît toutefois que l'exploitant n'a pas déterminé de volume de référence puisque comme indiqué au point de contrôle n° 1, il estimait ne pas être soumis à l'arrêté ministériel.

Notons de plus qu'excepté le faible volume d'eau provenant du réseau AEP, l'exploitant utilise uniquement des eaux d'exhaure provenant du fond d'excavation.

Pour cette raison, conformément au dernier alinéa du II de l'article 2 de l'AM du 30/06/2023 qui précise que « *Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence* », l'exploitant a fait remarquer qu'après déduction des volumes d'eaux d'exhaure, son volume de référence serait quasi nul.

Au regard de la consommation d'eau potable seule, lors de l'inspection, l'exploitant a évalué sommairement son volume de référence journalier à moins de 4 m³/j.

L'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant que, comme le précise la note d'application du 01/08/2024 déjà mentionnée, la déduction des volumes d'eaux d'exhaure du volume de référence est uniquement dans la mesure où leur prélèvement est indispensable à la sécurité d'une installation. L'exploitant doit dans ce cas pouvoir en justifier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2

Prescription contrôlée :

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le

| |
|---|
| <p>respect des règles sanitaires liées aux animaux ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du Code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1^{er} janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1^{er} janvier 2023.</p> <p>Constats :</p> <p>L'établissement n'a pas d'installation de lavage des matériaux (donc pas de recyclage des eaux). Il n'entre dans aucun des critères de non soumission listés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>En conclusion, dès lors que l'établissement est soumis l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement, les dispositions de l'article 2 s'appliquent.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
|---|

N° 5 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Déclaration hebdomadaire |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p> <p>Constats :</p> <p>La visite a eu lieu hors période d'étiage et les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise ne sont pas en vigueur à cette date (cf. constats du point de contrôle n°2).</p> <p>L'inspection des installations a néanmoins rappelé à l'exploitant que si une telle situation se présente à l'avenir, il devra satisfaire aux dispositions de l'article 2 qui s'appliquent à l'établissement et transmettre, en période d'alerte renforcée ou de crise pour une zone d'alerte le concernant, les informations prévues. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que la transmission se fait via l'outil GIDAF et l'informe à toutes fins utiles qu'il existe :</p> |

| |
|--|
| 1 - aide en ligne disponible pour effectuer le paramétrage sur GIDAF en indiquant notamment les points de prélèvement (réseau AEP, eau souterraine...) : |
| https://prezi.com/view/yt08pgBcyKerhH3L2jFi/ |
| 2 - aide en ligne disponible pour déclarer sous GIDAF, en situation de restriction prévue par l'AM du 30/06/2023 https://prezi.com/view/ZjoHqoRykEjobknO93Eg/ |
| En cas de difficulté : admin.gidaf-pdl@developpement-durable.gouv.fr |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Documentation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Informations à tenir à disposition de l'inspection |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les Codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;</p> <p>3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement, s'il est supérieur aux 5 % forfaitaires mentionnés au II de l'article 2 ;</p> <p>4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;</p> <p>5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1^{er} janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;</p> <p>6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1^{er} janvier 2018.</p> <p>II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.</p> <p>Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.</p> <p>III. - L'exploitant établit les éléments des installations mentionnées aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Ces éléments sont à établir par tous les exploitants des installations mentionnées au I de l'article 1^{er}.</p> <p>Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.</p> <p>Constats :</p> <p>I - L'exploitant ne tient pas à jour à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des éléments prévus.</p> <p>1° L'exploitant dispose des Codes des milieux de prélèvement (FRGG027 masse d'eau souterraine - Sèvre Nantaise) et de rejet (FRGR0547B La Moine et ses affluents du complexe de Moulin de Ribou jusqu'à la Sèvre Nantaise) ;</p> <p>Les volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet sont suivis mensuellement. Les équipements disposent néanmoins de totalisateurs qui suivent les volumes en continu. Le débit d'exhaure pompé est supérieur à 100 m³/j mais les volumes ne sont pas renseignés hebdomadairement comme prescrit par l'arrêté ministériel.</p> <p>2° concernant le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de</p> |

le calculer et de le justifier : au regard du dernier alinéa du §II de l'article 2 de l'AM le volume de référence est quasi nul (cf. point de contrôle n°3). Au regard de la consommation d'eau potable, l'exploitant l'a évalué sommairement à moins de 4 m³/j ;

3° L'exploitant n'a pas présenté le volume d'eau moyen journalier détaillé par type d'usages tel qu'indiqué par l'AM du 30/06/2023.

4° L'exploitant n'a pas présenté la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;

5° et 6° L'exploitant n'a pas évoqué ni présenté de justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1^{er} janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3. L'établissement n'est pas concerné ;

III - L'exploitant n'a pas établi la totalité des éléments mentionnés aux 1° et 6° dans le délai prévu par l'AM du 30/06/2023. De fait, ces éléments ne sont pas tous tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité et disposer de l'ensemble des éléments prescrits pour son établissement, dès lors qu'il est soumis à l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Adaptations locales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2024, Prescriptions locales plus contraignantes

Prescription contrôlée :

L'autorité administrative compétente en matière de police des installations classées peut adapter les dispositions du présent arrêté aux circonstances locales en fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2 ou en modifiant la liste des installations, des exploitants ou des pourcentages mentionnés à l'article 3 et adapter en conséquence les éléments tenus à jour mentionnés à l'article 4.

Constats :

Pour les installations classées, il n'existe pas de prescriptions locales fixant des objectifs de réduction différents ceux de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 3.2.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets canalisés

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une analyse semestrielle portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.6.1 au niveau des eaux rejetées dans le milieu naturel au niveau du rejet des eaux dans la rivière la Moine.

[...]

Le débit de rejet vers la rivière la Moine est également mesuré.

L'exploitant s'assure de plus, à une fréquence minima annuelle, que la concentration en hydrocarbures des eaux en sortie de déshuileur (séparateur d'hydrocarbures) est inférieure à 5 mg/l avant nettoyage de l'équipement.

Constats :

L'exploitant réalise les analyses semestrielles prescrites sur les paramètres prévus au niveau des eaux rejetées dans la rivière la Moine.

Le rapport (temporaire) fait par Géoscop montre que sur le prélèvement du 16/04/2024, pour tous les paramètres l'ensemble des résultats est conforme. Il en est de même pour les résultats du prélèvement du 10/10/2023. Ceux de fin 2024 ne sont pas encore connus.

Le prélèvement est fait au niveau du canal venturi sur une durée de 24 h.

Le débit de rejet vers la rivière la Moine n'est pas indiqué sur les différents rapports consultés. Le débit de rejets est suivi en continu au niveau du canal venturi par lequel se fait le rejet du site vers la rivière. Lors de la visite, il n'y avait pas de rejet et le débit affiché était nul (0 m³/h).

Le résultat de la mesure du 16/04/2024 de la concentration en hydrocarbures des eaux en sortie de déshuileur est conforme. Le rapport n'indique pas si la mesure est faite avant le nettoyage de l'équipement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier que le débit de rejet vers la rivière la Moine n'excède jamais 100 m³/h (cf. article 3.2.6.2).

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de préciser la date d'entretien du déshuileur pour justifier que la mesure de la concentration en hydrocarbures des eaux en sortie de déshuileur est faite avant le nettoyage de l'équipement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 3.2.9.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Lorsque la surveillance concerne des ouvrages privés, elle est réalisée sous réserve de l'accord des propriétaires des ouvrages.

L'exploitant effectue, en période de basses eaux et en période de hautes eaux, une mesure du niveau d'eau dans les ouvrages cités à l'article 3.2.7 tant qu'ils existent.

[...]

Par la suite, durant toute la durée d'exploitation

L'exploitant réalise à compter du démarrage du remblaiement, une analyse tous les 2 ans portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.8.1 au niveau des eaux présentes dans le bassin de collecte des eaux situé en fond d'excavation ainsi que dans les trois piézomètres profonds prévus à l'article 3.2.7.

Constats :

L'exploitant effectue une mesure du niveau d'eau dans les ouvrages cités à l'article 3.2.7 (11 puits et 6 piézomètres), en période de basses eaux et en période de hautes eaux. Les courbes des résultats montrent que les niveaux suivent la saisonnalité et sont relativement stables.

L'exploitant réalise une analyse tous les 2 ans des eaux présentes dans le bassin de collecte des eaux situé en fond d'excavation ainsi que dans les trois piézomètres profonds. L'analyse porte sur les paramètres prévus. Les résultats du dernier suivi fait le 12/04/2023 n'appellent pas d'observations particulières.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 3.2.9.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de la rivière la Moine

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une analyse annuelle portant au moins sur les paramètres (dont la modification

| |
|---|
| de couleur) prévus à l'article 3.2.6.1 sauf le phosphore, au niveau des eaux : <ul style="list-style-type: none"> de la rivière la Moine, à l'amont du point de rejet de la carrière ; de la rivière la Moine, à l'aval du point de rejet de la carrière. |
| Constats : L'exploitant réalise l'analyse annuelle prévue au niveau de la rivière la Moine (à l'amont et à l'aval du point de rejet de la carrière). Les derniers résultats disponibles (du 10/10/2023) montrent des valeurs relativement similaires à l'amont et à l'aval du rejet de la carrière. L'eau est légèrement plus basique à l'aval qu'à l'amont (pH à 8,2 contre 7,5 à l'amont). La couleur de l'eau de la rivière est stable et on note une concentration un peu moindre en MEST et en DCO à l'aval du rejet de la carrière. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Surveillance des eaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 3.2.9.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance des volumes d'eau |
| Prescription contrôlée : L'exploitant à connaissance des quantités d'eau : <ul style="list-style-type: none"> pompées dans l'extraction ; utilisées dans les installations (par source d'approvisionnement) ; rejetées vers la rivière La Moine (par le point de rejet canalisé). |
| Constats : L'exploitant a connaissance des quantités d'eau pompées dans l'extraction, utilisées dans les installations (par source d'approvisionnement) et rejetées vers la rivière La Moine comme cela est indiqué au point de contrôle n°1. L'exploitant considère que le volume d'eau pompée dans l'extraction correspond à la somme du rejet vers La Moine (comptabilisée) et de l'eau d'exhaure utilisée dans les installations (comptabilisée). L'inspection des installations classées note que cette approche est majorante. En effet, une partie des eaux utilisées dans l'installation (arrosage de pistes,...) rejoint ensuite le rejet de la carrière et est donc comptabilisée 2 fois. De même, certains ruissellements superficiels sont comptabilisés dans le rejet bien qu'ils ne soient pas pompés en fond d'excavation. L'eau potable utilisée est également comptabilisée. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il conviendrait de fiabiliser la connaissance de la quantité d'eau pompée dans l'extraction (actuellement majorée) par la mise en place d'un dispositif de comptage totalisateur. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 12 : Plan du circuit des eaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 3.2.10 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan du circuit des eaux |
| Prescription contrôlée : Un plan ou schéma présentant les circuits des eaux dans les installations est établi et tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce document permet d'identifier jusqu'au point de rejet, les différents équipements présents (point de prélèvement, dispositifs de traitement, aire de collecte spécifique, fossé ou égout de collecte, point de rejet, équipement de mesure présent,...). |
| Constats : L'exploitant dispose d'un plan / schéma présentant les circuits des eaux dans les installations. Ce document permet d'identifier jusqu'au point de rejet, différents équipements présents. Le plan |

ne fait pas apparaître l'ensemble des équipements de mesures. Le canal venturi est indiqué mais pas le compteur dédié à l'utilisation d'eau d'exhaure. En outre, les destinations des eaux d'exhaure utilisées pourraient être représentées (vers arrosage des pistes et vers abattage des poussières dans les installations,...).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter son plan/schéma présentant le circuit des eaux dans les installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Effets des tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 3.6.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des vibrations

Prescription contrôlée :

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer, dans les constructions avoisinantes, des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

| Bande de fréquence en Hz | Pondération du signal |
|--------------------------|-----------------------|
| 1 | 5 |
| 5 | 1 |
| 30 | 1 |
| 80 | 3/8 |

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de ce présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposable aux tiers publiés à la date de ce présent arrêté.

Constats :

L'inspection s'est intéressée à la suite donnée par l'exploitant au signalement de 2023 fait par un riverain, concernant des effets des tirs de mines au niveau de sa propriété. Comme il s'y était engagé, l'exploitant a réalisé une série de mesures portant sur 11 tirs (entre le 09/02/2024 et le 03/07/2024) au niveau de la propriété du riverain.

Les résultats présentés montrent que les vitesses particulières sont faibles et conformes à la valeur limite réglementaire. Le seuil de déclenchement du sismographe n'a pas été atteint pour 3 tirs de mines. Sur les autres tirs, la vitesse particulière pondérée la plus élevée qui a été mesurée est de 1,160 mm/s pour une valeur limite réglementaire de 10 mm/s.

Notons également que la pression acoustique maximale mesurée est de 118,10 dB ce qui est inférieur à la valeur de 125 dB citée par la circulaire n°96-52 du 02 juillet 1996 comme pouvant être imposée afin d'éviter la gêne due aux tirs des mines.

A noter qu'à la date de l'inspection, en 2024, 24 tirs ont été faits et que sur l'ensemble de ces tirs et points de mesures, la vitesse particulière pondérée maximale mesurée est de 3,61 mm/s. Le tir du 11 septembre a conduit à une pression acoustique de 126,30 dB au niveau du lieu-dit la Gouberte ce qui est supérieur à la valeur de 125 dB citée par la circulaire n°96-52 du 02 juillet 1996 comme pouvant être imposée afin d'éviter la gêne due aux tirs des mines. L'ensemble des autres valeurs de pression acoustique est inférieur à 125 dB.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Clôture

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 2.1.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Clôture |
| Prescription contrôlée : Une clôture grillagée d'au moins 2 m de haut est mise en place sur l'ensemble du périmètre des zones en exploitation et contenant des aménagements liés à l'exploitation. Les voies d'accès sont munies de barrières tenues fermées en dehors des heures d'exploitation. [.../...] |
| Constats : L'exploitant venait de procéder au décapage de la terre végétale sur une partie de l'extension est dans la continuité de l'exploitation. Il a été constaté que compte tenu de l'extension, il n'y a plus de clôture séparative du secteur agricole voisin, bien que les matériaux décapés soient entreposés en merlon sur la périphérie du secteur d'extension concerné. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de mettre une clôture ceinturant le secteur d'activité (zones dangereuses) de la carrière. Après l'inspection, l'exploitant a mis en place une clôture provisoire de 2 m de haut, il a communiqué un plan de sa localisation et des photos en attestant par courriel du 18/11/2024. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 15 : Déclaration annuelle

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 2.4.6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eaux |
| Prescription contrôlée : Chaque année, l'exploitant renseigne le questionnaire relatif à l'activité de la carrière au cours de l'année précédente dans le délai prévu.[...] |
| Constats : Concernant le volet eau, dans la déclaration annuelle faite en 2024 (sur l'année 2023), l'exploitant indique "non" à la question posée quant au dépassement du seuil de 7000 m ³ /an d'eau prélevé dans le milieu naturel (cf. §I de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31/01/2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets). Comme vu au point de contrôle n°1, le volume pompage d'exhaure porte plus 115 345 m ³ dont 42 117 m ³ sont employés pour limiter les émissions de poussières dans l'établissement. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier que le volume des eaux prélevées au milieu naturel, soumis à déclaration, est inférieur à 7 000 m ³ /an, dans les conditions prévues par les guides GERP, le cas échéant, si le volume prélevé est supérieur à 7 000 m ³ /an ; il doit être déclaré. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 16 : Modifications des installations

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 1.6.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Modifications |
| Prescription contrôlée : Tout projet de modification apporté par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le préfet peut exiger la constitution de garanties complémentaires avant tout début de mise à exécution du projet modifié. |

| |
|--|
| Constats : |
| Lors de l'inspection précédente, il a été constaté que des modifications ont été apportées aux installations, principalement en ce qui concerne des aménagements (modification de la voie de contournement, modification des plantations périphériques, non arasement d'un stockage de stérile). Depuis, l'exploitant a communiqué un projet de porter à connaissance à l'inspection des installations classées. L'inspection des installations classées a rappelé que le porter à connaissance doit être adressé au préfet. En outre, il doit satisfaire aux dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement et contenir les éléments ad'hoc pertinents pour permettre d'apprécier la portée des évolutions. L'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant, en particulier concernant le volet relatif aux évolutions des haies et plantations périphériques, notamment sur le merlon sud de l'extension de compléter son porter à connaissance. Les compléments doivent justifier notamment qu'en terme paysager et de biodiversité, les évolutions sollicitées ne conduisent pas à des inconvénients significatifs par rapport à ce qui est prescrit. Lors de la visite, l'exploitant a de plus précisé que l'aménagement du merlon sud à l'emplacement prescrit (depuis l'entrée de la carrière à l'ouest jusqu'à la nouvelle voie de contournement) devrait se poursuivre avec l'avancement de l'exploitation et devrait être terminé en fin d'année 2025. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant doit adresser un porter à connaissance au préfet conformément à l'article R.181-46 du Code de l'environnement. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 17 : Déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 2.4.4 et 3.4.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Élimination des déchets |
| Prescription contrôlée : Les déchets et produits polluants résultant du fait de l'exploitation sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées. L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et conformément au livre V titre IV du Code de l'environnement. Il s'assure que les installations visées à l'article L.511-1 du Code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Il veille à la tenue des registres et à l'émission des bordereaux prévus par les articles R. 541-42 à R. 541-48 du Code de l'environnement. |
| Constats : Lors de l'inspection précédente, la présence de matériaux pollués aux hydrocarbures stockés à l'aplomb de la plateforme des apports de remblais a été constatée (suite au diagnostic prescrit dans le cadre du déplacement de l'ancien atelier). Ces matériaux sont stockés dans des conditions adaptées sur géomembranes et abrités des apports météoriques selon l'exploitant. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées, par courrier du 8 février 2024 que le bureau d'études Antéa en a fait une analyse et qu'ils devaient être évacués. Ces matériaux sont toujours présents sur le site. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que les déchets ne peuvent être entreposés plus de 3 ans (un an si les déchets sont destinés à être éliminés ou trois ans s'ils sont destinés à être valorisés), le cas échéant, l'entreposage (voire le traitement s'il est sur le site) sont soumis à un classement au titre de la nomenclature des ICPE. En outre, ce type d'activité est a priori incompatible avec le règlement d'urbanisme applicable aux terrains concernés. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant doit évacuer les matériaux souillés (déchets) vers une filière autorisée à les recevoir avant l'été 2025. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 7 mois |